

Edito

Fuite en avant

Par Vincent Slits

Mais comment en sommes-nous arrivés là ? Il y a un peu moins d'une semaine, un accord semblait à portée de main pour éviter un défaut de paiement de la Grèce et le risque d'un "Grexit" qui plongerait alors l'ensemble de la zone euro en terres inconnues.

On le sait, un "deal" – extension du programme d'assistance financière à la Grèce contre réformes (retraites, TVA, fiscalité...) et économies budgétaires – est durement négocié, depuis cinq mois, entre Athènes et ses créanciers. Et alors qu'un nouvel Eurogroupe était convoqué samedi dans l'espoir de conclure, Alexis Tsipras a pris tout le monde de court en annonçant la tenue le 5 juillet d'un référendum sur l'acceptation ou non des propositions des créanciers.

Le Premier ministre grec sortait ainsi de sa manche son ultime carte, celle qui était censée faire plier les créanciers et ouvrir la voie à une restructuration de la dette grecque. L'objectif est totalement manqué. Ce chantage à la voix du peuple n'aura fait que cabrer les partenaires européens, torpillant les derniers espoirs d'éviter le pire. Sans même parler de la légalité de ce référendum ou de la pertinence de son objet, Tsipras s'est décrédibilisé sur la scène européenne dans cette "opération kamikaze" dont ses concitoyens risquent d'être les premières victimes. La panique bancaire, l'effondrement du système financier grec et la banqueroute économique du pays ne sont plus très loin.

Si le pari de Tsipras est irresponsable, les dirigeants européens devraient s'interroger sur les racines de cette fuite en avant grecque.

L'humiliation du peuple grec, écrasé par des mesures d'austérité aveugles qui ont anéanti un quart de son économie et l'absence de perspectives de sortie de crise, pousse aux solutions les plus radicales car les plus désespérées.

Il est moins une pour éviter le chaos. Chacun doit y mettre du sien. Et avoir enfin le courage politique d'aborder la problématique de la dette sans tabous.